

Inde – Asie du Sud

Brèves agricoles – Septembre - Octobre 2025

Inde

- Baisse de la GST : quels effets attendus dans le secteur agricole ?
- Le Premier ministre Modi lance deux grandes politiques agricoles
- Le secteur de l'éthanol appelle à une feuille de route au-delà du mélange E20

Pakistan

- Le gouvernement fédéral du Pakistan a approuvé la National Wheat Policy 2025-26
- Programme Roshan Maeeshat Bijli Package
- Forte baisse des exportations de riz pakistanais
- L'Afghanistan prévoit de construire un barrage sur la rivière Kunar

Bangladesh

- Le Bangladesh renforce son approvisionnement et ses infrastructures pour sécuriser ses stocks d'engrais

Népal

- Les producteurs de canne à sucre acceptent une réduction des subventions dans un contexte d'incertitude politique

Sri Lanka

- Nouveau mécanisme de distribution d'engrais pour les plantations de thé
- La BASD promeut l'agriculture commerciale pour sortir les agriculteurs de la pauvreté
- De l'agriculture traditionnelle à l'agriculture intelligente : lancement du "Colombo Robotics Meetup 2025"
- Extension de la culture du cocotier dans le Nord : 50 000 acres visés d'ici 2027
- Bairaha Farms : réduire le coût du maïs, condition clé pour la compétitivité avicole
- Hausse des prix du poulet liée à la mauvaise qualité du maïs local
- Hausse du riz et du cocotier, baisse du thé, du poisson et du caoutchouc en août (CB)
- Vers une certification IG pour le Ceylon Tea avec l'appui de la France
- Cartographie des plantations d'hévéa via technologie SIG

Initiative 4 pour 1000

Vous pourrez retrouver la Newsletter d'Octobre en cliquant sur le lien ci-dessous.

https://4p1000.org/wp-content/uploads/2025/09/newsletter30_10-2025_EN.pdf

De plus, pour célébrer le 10e anniversaire de l'Initiative, une nouvelle édition du livre « Les agriculteurs ont la Terre entre leurs mains », préfacé par Erik Orsenna et Stéphane Le Foll, est parue. 10 ans après la COP21, les sols sont plus que jamais considérés comme un élément fondamental de la sécurité alimentaire et de la lutte contre le changement climatique, la désertification et la perte de biodiversité.

<https://www.editions-labutineuse.com/en/produit/farmers-have-the-earth-in-their-hands-second-edition/>

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat exécutif de l'Initiative secretariat@4p1000.org

Inde

Baisse de la GST : quels effets attendus dans le secteur agricole ?

Le gouvernement indien a récemment procédé à une réduction significative de la taxe sur les biens et services (GST) appliquée au secteur agricole, afin d'alléger les coûts pour les producteurs et de stimuler la productivité. Les principaux ajustements concernent les tracteurs, pièces détachées et équipements agricoles, dont la taxe est désormais fixée à 5 %, ainsi que plusieurs intrants essentiels comme les matières premières pour engrais (ammoniac, acide sulfurique, acide nitrique) et les bio-pesticides. Les équipements d'irrigation, certains dispositifs solaires destinés à l'agriculture et plusieurs produits laitiers et agroalimentaires bénéficient également de taux réduits, voire d'exonérations, notamment pour le lait UHT et le paneer. Ces mesures visent à réduire le coût de production agricole, encourager la mécanisation et soutenir les coopératives et petites exploitations. Les baisses de prix estimées sur les machines agricoles oscillent entre 7 % et 13 %, ce qui pourrait favoriser l'adoption d'équipements modernes et accroître la productivité. Le gouvernement a toutefois insisté pour que les fabricants et distributeurs répercutent effectivement ces baisses sur les utilisateurs finaux. Un impact positif est attendu cependant, plusieurs défis persistent : la transmission réelle des réductions de taxe, l'accès inégal aux équipements dans les zones rurales, et l'absence de crédit de taxe pour les agriculteurs, puisque leurs ventes restent en grande partie exonérées de GST. En savoir plus [article 1](#), [article 2](#)

Le Premier ministre Modi lance deux grandes politiques agricoles

Le gouvernement indien a récemment annoncé deux initiatives majeures dans le secteur de l'agriculture pour renforcer la sécurité alimentaire nationale. Premièrement, le programme « Prime Minister Dhan Dhaanya Krishi Yojana (PMDDKY) » a été lancé pour six ans à partir de l'exercice 2025-26, pour renforcer la performance de 100 districts en matière de productivité agricole, d'intensité de culture et de flux de crédit. Dotée d'un budget annuel d'environ 240 milliards de roupies (2,71 milliards de dollars), elle prévoit la convergence de 36 programmes de 11 ministères, ainsi que des partenariats entre les services du gouvernement central, les États et le secteur privé. Les principaux axes sont : l'augmentation de la productivité agricole, la diversification des cultures et l'adoption de pratiques durables, le renforcement des infrastructures post-récolte (entrepôts, silos), l'amélioration de l'irrigation, et l'accès facilité à des crédits pour les agriculteurs. Le dispositif prévoit une gouvernance décentralisée avec des comités au niveau national, des États et des districts, et un suivi mensuel de plus de 117 indicateurs de performance tels que les rendements agricoles, les décaissements de prêts et l'utilisation des capacités de stockage. Le deuxième programme « Mission for Aatmanirbharta in Pulses » (mission pour l'autosuffisance dans la production de légumineuses), est lancé pour une durée initiale allant jusqu'en 2030-31, et est doté d'une enveloppe de 114,40 milliards de roupies (1,29 milliards de dollars). Il vise à porter la production nationale de légumineuses à 35 millions de tonnes pour assurer la sécurité alimentaire en légumineuses et réduire les importations. Les zones concernées – environ 416 districts sélectionnés sur des critères de faibles rendements – bénéficieront d'un dispositif de soutien à l'irrigation, de distribution de semences de qualité, de construction d'installations de stockage et de transport, et d'une meilleure coordination des actions de l'État. Mille unités de transformation seront mises en place afin de garantir de meilleurs prix aux agriculteurs et de favoriser la valorisation locale. En savoir plus, [article 1](#), [article 2](#), [article 3](#).

Le secteur de l'éthanol appelle à une feuille de route au-delà du mélange E20

Les principales fédérations indiennes des biocarburants, l'ISMA et l'IFGE, ont appelé le gouvernement à définir une stratégie de long terme pour le développement de la filière, au-delà de l'objectif actuel de 20 % de mélange d'éthanol dans l'essence (E20) qui devrait être atteint en 2025-26. Le secteur, qui a investi près de 400 Mds INR (4,8 Mds USD) pour augmenter ses capacités de production, se dit prêt à passer à un objectif de mélange E27. Par ailleurs, les industriels plaident pour une politique élargie incluant notamment des incitations fiscales favorisant l'adoption de véhicules « flex-fuel », capables d'utiliser des carburants à plus forte teneur en biocarburants. Les producteurs d'éthanol, majoritairement issus de la filière sucrière, ont également signalé des tensions financières liées à la stagnation des prix de rachat de l'éthanol à partir de mélasse de type B et de jus de canne à sucre depuis trois ans. Cette démarche intervient alors que New Delhi prépare la mise à jour de sa stratégie énergétique avant la COP30. Début octobre, l'Inde, le Brésil, l'Italie et le Japon ont promis de quadrupler leur production et leur consommation de carburants renouvelables d'ici 2035. Ils espèrent être rejoints par d'autres pays prochainement. En savoir plus, [article 1](#), [article 2](#)

Pakistan

Le gouvernement fédéral du Pakistan a approuvé la National Wheat Policy 2025-26

La National Wheat Policy fixe un prix de soutien du blé à 3 500 roupies par maund (40 kg), prévoit la constitution de réserves stratégiques et supprime les restrictions de transport interprovincial. Le gouvernement du Punjab a conclu un accord avec le secteur privé pour acheter le blé à ce même tarif, tandis que les meuniers de la province ont signalé une pénurie potentielle de 1,5 million de tonnes. Le gouverneur du Khyber Pakhtunkhwa a demandé la levée des limitations sur la circulation du blé entre provinces.

Programme Roshan Maeeshat Bijli Package

Le Premier ministre Shehbaz Sharif a lancé le programme Roshan Maeeshat Bijli Package, une mesure phare du gouvernement destinée à soutenir le secteur agricole et industriel face à la hausse du coût de l'énergie. Ce dispositif fixe un tarif préférentiel de l'électricité à 22,98 roupies par unité pour les exploitants agricoles et les unités industrielles, applicable sur la période 2025-2028. L'objectif affiché est de réduire les coûts de production, d'améliorer la compétitivité des produits pakistanais sur les marchés d'exportation et de stimuler la croissance rurale en allégeant la charge énergétique des exploitations agricoles, particulièrement touchées par l'inflation et les aléas climatiques récents. Toutefois, la Zarai Taraqati Bank Limited (ZTBL) — principale institution publique de financement du secteur agricole — a signalé une chute de 54 % du volume total de crédit agricole en deux ans, les prêts passant de plus de 86 milliards à 39,66 milliards de roupies. Cette contraction importante traduit une baisse de la demande de financement, mais aussi une plus grande prudence du secteur bancaire, face au risque de défaut accru dans les zones rurales. Elle pourrait limiter la capacité des agriculteurs à investir dans les intrants, la modernisation des équipements et la diversification des cultures, au moment même où le gouvernement cherche à relancer la productivité agricole par des mesures incitatives comme le Roshan Maeeshat Bijli Package.

Forte baisse des exportations de riz pakistanais

Les exportations de riz du Pakistan ont enregistré une forte baisse de 28 % au premier trimestre de l'exercice 2025-26, atteignant 687 millions USD, contre 953 millions USD sur la même période de l'année précédente. Selon les données du Bureau des statistiques du Pakistan, cette contraction est principalement due à la diminution des volumes exportés, qui sont passés de 1,35 million de tonnes à 0,97 million de tonnes, soit une chute d'environ 29 %. La baisse touche particulièrement le riz non basmati, dont les exportations ont reculé de 40 % en volume et de 34 % en valeur, tandis que le riz basmati a mieux résisté avec une baisse limitée à 12 % en volume et 18 % en valeur. Les acteurs du secteur attribuent cette tendance à la hausse des prix domestiques, à la faible disponibilité liée aux retards dans la récolte et à une demande internationale ralentie, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Malgré cette contre-performance, les exportateurs restent prudemment optimistes, tablant sur une reprise progressive avec l'arrivée sur le marché de la nouvelle récolte au cours du second trimestre.

L'Afghanistan prévoit de construire un barrage sur la rivière Kunar

L'Afghanistan prévoit de construire un barrage sur la rivière Kunar afin de restreindre le débit d'eau vers le Pakistan, suivant l'exemple de l'Inde qui a suspendu le partage des eaux en vertu du traité sur les eaux de l'Indus plus tôt cette année. Cette décision a été prise sur instruction du chef suprême des talibans, Mawlawi Hibatullah Akhundzada, qui a ordonné que le barrage soit construit « dès que possible ». Elle intervient dans un contexte de tensions renouvelées le long de la ligne Durand, la frontière contestée de 2 600 km entre l'Afghanistan et le Pakistan, après les affrontements meurtriers du début du mois. [En savoir plus](#)

Bangladesh

Le Bangladesh renforce son approvisionnement et ses infrastructures pour sécuriser ses stocks d'engrais

Le gouvernement intérimaire a validé plusieurs mesures visant à renforcer la chaîne d'approvisionnement et la capacité de stockage des engrais au Bangladesh. Le ministère de l'Agriculture a été autorisé à importer plusieurs milliers de tonnes de fertilisants du Maroc, de Russie et d'Arabie saoudite pour un coût total de 6,64 Mds BDT (54 M USD). Le gouvernement a également approuvé la construction de 34 entrepôts pour le stockage et la distribution des engrais, dont un entrepôt de 10 000 tonnes à Barguna, afin de garantir un approvisionnement ininterrompu avant les prochaines saisons de plantation.

Le secrétaire à l'Agriculture a assuré qu'il n'y a pas de crise d'engrais dans le pays, les stocks étant suffisants jusqu'en décembre. Il a néanmoins souligné l'importance de sensibiliser les agriculteurs locaux, rappelant que l'usage raisonné des engrais peut augmenter les rendements de 15 à 40% pour les principales cultures. Le ministère a lancé l'application « Khamari App », permettant aux agriculteurs d'optimiser les doses d'engrais et les semences. [En savoir plus](#)

Nepal

Les producteurs de canne à sucre acceptent une réduction des subventions dans un contexte d'incertitude politique

Après avoir initialement protesté, les producteurs de canne à sucre ont accepté la décision du gouvernement de réduire de moitié les subventions accordées à leur culture, invoquant le changement de contexte politique suite au mouvement Gen Z en septembre. La canne à sucre reste la principale culture commerciale du Népal, mais les retards de paiement chroniques et les incohérences politiques ont poussé de nombreux agriculteurs à abandonner cette activité. Même lorsque les paiements sont effectués à temps, le prix fixe est souvent trop bas pour couvrir leurs coûts. Alors qu'il produisait autrefois 155 000 tonnes, le Népal produit désormais environ 120 000 tonnes de sucre par an, alors que la demande en sucre est d'environ 270 000 tonnes. Le déficit est comblé par les importations. [En savoir plus](#)

Sri Lanka

Nouveau mécanisme de distribution d'engrais pour les plantations de thé

Le Ministre des Plantations et des Infrastructures communautaires, K. V. Samantha Vidyaratna, a annoncé la mise en place, sous deux semaines, d'un nouveau système de distribution d'engrais permettant aux planteurs de thé de s'approvisionner auprès du fournisseur de leur choix. Le ministère a également demandé aux compagnies de plantations de réhabiliter les zones abandonnées de thé et d'hévéa, sous peine de voir ces terrains réaffectés à d'autres cultures. Un projet-pilote portant sur la production de noix de coco a été lancé à Kalutara, et devrait être étendu à d'autres régions.

La BASD promeut l'agriculture commerciale pour sortir les agriculteurs de la pauvreté

La Banque asiatique de développement (BASD) prévoit d'introduire le concept d'agriculture commerciale au Sri Lanka afin d'aider les agriculteurs à sortir du piège de la monoculture rizicole. Selon Takafumi Kadono, directeur pays de l'ADB, la simple amélioration de l'irrigation ne suffit pas à accroître durablement les revenus ruraux. En partenariat avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), la BASD souhaite encourager la production de cultures à haute valeur ajoutée et le développement des chaînes de valeur agricoles. L'approche inclura un financement intermédiaire pour les PME afin de moderniser les pratiques, améliorer la qualité et intégrer les producteurs aux chaînes de valeur mondiales. Cette initiative vise à diversifier les revenus agricoles, renforcer la résilience économique des zones rurales et soutenir la transition vers une agriculture plus compétitive et durable.

De l'agriculture traditionnelle à l'agriculture intelligente : lancement du "Colombo Robotics Meetup 2025"

La National Enterprise Development Authority (NEDA) et la NSBM Green University ont lancé le programme « Colombo Robotics Meetup 2025 » pour introduire la robotique et les technologies numériques dans l'agriculture. Soutenu par Imperial College London, l'ICTA et le Ministère de l'Agriculture, le projet vise à moderniser les pratiques agricoles, favoriser l'entrepreneuriat rural et améliorer la productivité. Cette initiative ambitionne de transformer les agriculteurs en innovateurs technologiques, contribuant ainsi à la durabilité et à la croissance du secteur agricole.

Extension de la culture du cocotier dans le Nord : 50 000 acres visés d'ici 2027

Le gouvernement sri-lankais a lancé le programme « Kapthuru Saviya – Northern Coconut Triangle », destiné à développer 6500 hectares de plantations à Jaffna, Mullaitivu et Mannar, avec un objectif de plus de 20 000 hectares d'ici 2027. L'initiative, soutenue par l'ONUDI, Regen Agri et le programme BESP Food de l'UE, vise à porter la production nationale de 2,7 à 4,2 milliards de noix d'ici 2030 et à atteindre 2,5 milliards USD d'exportations. Selon la Ceylon Chamber of Coconut Industries, ces mesures, fondées sur l'agriculture régénérative et la future création d'une indication géographique (GI), devraient accroître les rendements de 10-15 % par an et renforcer la sécurité alimentaire tout en soutenant les revenus ruraux.

Bairaha Farms : réduire le coût du maïs, condition clé pour la compétitivité avicole

À l'occasion de son 50^e anniversaire, Bairaha Farms PLC, acteur historique de l'aviculture sri-lankaise, appelle à abaisser le coût de l'alimentation, dominée par le maïs (près de 50 % de la ration). Le prix local, autour de 160 Rs/kg contre 90 Rs/kg au Pakistan, et les taxes cumulées (SCL, TVA, droits divers) pèsent lourdement sur la filière. Le directeur général Yakooth Naleem plaide pour une mécanisation accrue de la production locale ou l'ouverture d'importations à taux compétitifs, afin d'améliorer la rentabilité, baisser les prix du poulet et préserver la sécurité nutritionnelle nationale. Bairaha, pionnier de l'agriculture sous contrat et employeur de plus de 1 300 personnes, entend poursuivre son développement vers l'innovation, la durabilité et les exportations pour consolider un demi-siècle de leadership dans la filière avicole sri-lankaise.

Hausse des prix du poulet liée à la mauvaise qualité du maïs local

Les prix de la viande de volaille au Sri Lanka ont augmenté au troisième trimestre 2025, en raison de la baisse de la qualité du maïs local utilisé dans l'alimentation animale. Selon Bairaha Farms, cette situation a entraîné une réduction du poids moyen des poulets de chair et une diminution de la production, provoquant un resserrement de l'offre et donc une hausse des prix. L'entreprise a néanmoins enregistré un bénéfice net de 427 millions LKR sur le trimestre de septembre, contre une perte de 109 millions un an plus tôt.

Hausse du riz et du cocotier, baisse du thé, du poisson et du caoutchouc en août (CB)

Selon la Banque centrale du Sri Lanka, la production de paddy pour la saison de Yala 2025 devrait atteindre 2,21 millions t, en hausse de 11,9 %, soit une valeur estimée à Rs. 480 milliards (≈ 1,6 Md USD). La production de noix de coco a également progressé de 17,8 % sur un an. En revanche, la pêche a chuté de 10,7 %, tirée par une baisse de 46,9 % de la pêche intérieure, tandis que la production de thé (-7,8 %) et de caoutchouc a reculé selon les données provisoires.

Vers une certification IG pour le Ceylon Tea avec l'appui de la France

Le Sri Lanka Tea Board finalise la procédure d'obtention d'une Indication Géographique (IG) pour le Ceylon Tea, afin de protéger son authenticité et d'accroître sa valeur sur les marchés internationaux, notamment en Europe. Ce projet, appuyé par une subvention d'un million d'euros de l'Agence Française de Développement (AFD), a été mené en partenariat avec le CIRAD, le Ministère des Plantations et l'Office national de la propriété intellectuelle. Selon le président du Tea Board, Raaj Obeysekere, l'IG constituera un outil puissant contre les contrefaçons, tout en garantissant des prix plus rémunérateurs et un impact durable sur les communautés rurales. Le CIRAD, déjà impliqué dans la reconnaissance du Ceylon Cinnamon (premier produit sri-lankais IG), a accompagné la mise en place d'un système de contrôle et de traçabilité élaboré de manière participative avec plus de 500 acteurs de la filière. Le projet a été transmis à la Commission européenne pour expertise et validation finale.

Cartographie des plantations d'hévéa via technologie SIG

Le Département du développement du caoutchouc, en collaboration avec le Département de la cartographie, a lancé un programme national de cartographie des plantations d'hévéa à l'aide de la technologie SIG (GIS). Cette initiative répond aux règlements européens sur la lutte contre la déforestation, imposant la traçabilité des zones de culture pour les exportations de caoutchouc vers l'UE. Le projet prévoit de géolocaliser toutes les petites exploitations d'ici 2025, chaque producteur recevant un QR code gratuit à présenter lors de la vente. Cette démarche vise à garantir la conformité environnementale, sécuriser les débouchés européens et renforcer la durabilité de la filière caoutchouc.